

SAMBE

Bulletin de la Société des Amis de Mongo Beti

N° 13 - 14 – Année 2009

Odile Biyidi Awala : Éditorial, p.1
Mongo Beti, *Tumultueux Cameroun II*, p. 2
Références et archives : p. 10
Cotisations et adhésions : p. 10

Avec ce numéro s'achève la parution des reportages faits au Cameroun par Mongo Beti en 1958 et 1959 pour la revue française *Preuves*. Le dernier épisode voit Mongo Beti décrire son séjour au Nord Cameroun. L'importance sociologique et politique de ce texte n'échappera à personne. La description n'est pas banalement documentaire et journalistique, elle est marquée par le sceau de l'écrivain : sa vision et son écriture. Un demi-siècle après l'éloquence du texte est d'autant plus grande et instructive.



Cette photo date des années 1956 – 1958. Le jeune Mongo Beti, devant sa première machine à écrire, l'instrument de travail quotidien de toute sa vie, dont il usera plusieurs modèles avant de se mettre à l'ordinateur à la fin des années 1980.

La SAMBE, chaque année, avec ses très modestes moyens, développe ses activités. La commémoration annuelle autour du 7 octobre est maintenant organisée par une équipe de jeunes. La réunion rituelle à Akometam prend un tour plus organisé avec un car pour ceux qui viennent de Yaoundé, une tente pour se protéger du soleil et de la pluie et des chaises pour l'assistance.

La conférence-débat à la librairie des Peuples Noirs est complétée par d'autres rencontres qui se déroulent dans des établissements scolaires. Cette année à nouveau le collègue Vogt et, pour la première fois, le collègue Mongo Beti, événement sur lequel nous reviendrons parce que nous avons appris beaucoup de choses sur son histoire et que nos échanges vont se développer.

Odile Tobner

Tumultueux Cameroun (II)

De la Fao à la *brigade*, il y a environ huit cents mètres de côte. Tandis que les agents nous emmènent à pied (ils ont arrêté tous les citoyens pris en flagrant délit d'échange de coups), une « Versailles » nous dépasse ayant à son bord les deux caciques du magasin : un Camerounais du nom de Dibotty (connu pour ses mouchardages politiques) et un Blanc, Français d'origine corse appelé Stria ou quelque chose d'approchant.

Nous voici poussés avec force coups de pied où je pense dans le bureau du chef de police, un Français du Maroc nommé Garrigos. Autour de cet homme et devisant cordialement avec lui, nous trouvons les deux directeurs de la Fao qui venaient de nous dépasser, et le commandant de la brigade, un certain Etoundi, Camerounais.

D'emblée, le policier blanc me dit : « Alors, mon vieux, c'est toi qui viens tuer les gens ici ? » Je lui répondis ironiquement par une phrase apprise il y a bien longtemps : « Où avez-vous gardé les cochons avec moi pour me tutoyer ainsi ? » Si je réussissais à les mettre hors d'eux-mêmes, faisant mouche à tous les coups, c'était au pifomètre. Dans une petite ville, fût-elle sise à cinquante kilomètres de Yaoundé, comme Mbalmayo, le tutoiement est de rigueur d'Européen à Africain : comme dirait l'autre, c'est comme ça, c'est comme ça. Il suffit cependant de faire remarquer à un Européen qu'il ne devrait pas vous tutoyer pour lui faire une peur horrible. Je vis donc mon Garrigos blêmir en même temps qu'il hurlait d'une voix qui s'étranglait : « Alors c'est comme ça que tu réponds ? Au gnouf ! »

Aussitôt, j'étais empoigné par un gaillard qui m'envoyait rebondir comme une balle sur un autre costaud le quel, grâce à un crochet, me transmettait au suivant et ainsi de suite jusqu'à une minuscule cellule obscure où je fus tabassé avec entrain. Puis, ce fut le tour de mon cousin Vendelin qui me rejoignit après la même conduite de Grenoble. Quant à nos adversaires, j'appris plus tard sans étonnement qu'ils avaient été aussitôt relâchés et emmenés dans la « Versailles » de leurs patrons. Le bruit de notre arrestation s'était répandu dans la ville et les villages des environs ; une nombreuse foule d'amis et de parents s'attroupaient devant la *brigade*. Ce n'est que dans l'après-midi que commença notre interrogatoire. Curieux interrogatoire en vérité. Le gendarme camerounais qui nous interrogeait passait son temps à me dire combien était grave le fait d'avoir été trouvé (au moment de la fouille seulement) porteur d'un couteau à cran d'arrêt. J'eus beau lui démontrer que l'intégrité physique de nos adversaires attestait que loin de m'être servi de ce couteau, je ne l'avais même pas sorti de ma poche, il y revenait avec une application qui le faisait paraître pitoyable. Il était du genre d'hommes qui font ce qu'on leur dit. Une petite tête en somme.

Dans le bureau attendant, au même moment, le sieur Garrigos recevait la déposition de son cher ami Stria - ou quelque chose d'approchant. Leur conversation nous parvenait par joyeuses bouffées et en éclats de rire. Vrais larrons en foire. La disposition des bureaux était telle que, dans son incessant va-et-vient de commandant de brigade, M. Garrigos traversait nécessairement le bureau de son collègue autochtone Etoundi, lequel se trouvait nous interroger. Alors, chaque fois, ce monsieur s'approchait de moi pour me dire des choses comme : « Petite crapule, tête brûlée... » et d'autres aménités du même goût. Je l'observais minutieusement : il évoquait irrémédiablement pour moi le tortionnaire. Et après tout, Garrigos venait du Maroc où il avait dû donner la mesure de ses talents jusqu'à ce que l'arrivée au pouvoir de l'Istiqlal l'en expulse.

Puis, les deux gendarmes procédèrent à un odieux simulacre de confrontation. Mon cousin et moi nous nous trouvâmes face à face avec le Stria (ou quelque chose comme ça) de la Fao.

En guise de protestation, je demandai comment il se faisait que nos autres adversaires fussent absents. Le gendarme noir, très gêné et arborant un air de chien battu, se tourna vers son collègue qui fit la sourde oreille et passa outre. Non content de suggérer à Stria les éléments fondamentaux de sa déposition, Garrigos orienta entièrement celle-ci en fonction de sa petite idée : je le voyais venir avec ses gros sabots.

Un peu après, vers trois heures de l'après-midi, le maire de la ville vint demander à me voir et nous conversâmes longuement dans notre langue. Il ne savait pas très bien par quel bout prendre cette affaire. J'avais eu tort de prêter le flanc à la provocation, à ce qui se révélait un dangereux complot. Que n'avais-je cherché, depuis mon arrivée, à me mettre en relation avec le chef de la subdivision, cela m'eût au moins évité bien des ennuis. Non que cet administrateur soit un saint, mais dans les circonstances actuelles, n'est-ce pas, etc. Il ferait ce qu'il pourrait pour me sortir de là. Je lui dis de ne pas se donner tant de peine, que tout ça n'avait guère d'importance, que, dussé-je ensuite m'en mordre les doigts, j'étais curieux de savoir jusqu'où ils iraient, que j'y tenais même. Quant à l'idée de me faire protéger par un administrateur colonial, non merci !... Nous nous quittâmes sur ces bonnes paroles.

Immédiatement après vint un émissaire de la subdivision, comme de juste : le patron désirait me parler. Nous nous y rendîmes, mon cousin et moi, sous forte escorte, il va de soi. Le chef de la subdivision, un caïd, s'appelait Thill (rien à voir avec le pauvre E. L. Thill, ce jeune Noir que des sudistes assassinèrent lâchement ; ce Thill-ci se fût plutôt trouvé du côté du manche). À notre entrée, le caïd trônait derrière un magnifique bureau ; autour de lui et devisant en toute cordialité (remarquez la similitude des scénarios) étaient assis le maire et son premier adjoint, plus le Stria de la Fao ainsi que son compère Dibotty. C'est Thill qui ouvrit le feu par des considérations oiseuses autant qu'hypocrites : lui qui, que, dont, etc., se préoccupait essentiellement d'éviter des émeutes tribales (de fait, et j'ignorais ce détail, mes agresseurs de la Fao étaient tous des *étrangers*). L'abbé-maire parla plus explicitement, évoquant des groupes d'hommes peu pacifiques d'apparence et arrivant de l'arrière-pays. Lorsque vint mon tour de parole, je déclarai tout à trac que les émeutes tribales, je m'en foutais comme de l'an quarante. Pour l'instant, j'étais retenu en prison parce que des gens m'avaient agressé sans aucune raison et que j'étais revenu corriger l'un d'entre eux avec un bout de rotin. Et je recommencerais, mon prochain agresseur fût-il le chef de la subdivision. Mes propos jetèrent un froid sur l'auguste assemblée. Peut-être ces messieurs s'étaient-ils attendus à ce que je demande pardon à la Fao. Tout est possible.

Thill pianotait avec perplexité sur son bureau. Il avait tort, cet homme, de croire qu'entre lui et moi il pût y avoir quoi que ce soit de commun. Moi, je n'avais aucune raison d'être aux petits soins pour l'importante firme commerciale Fao ni pour aucune autre. Je veux bien que l'administration coloniale n'ait plus d'avenir, je veux bien que Thill songe à se faire embaucher par la firme (aux *public-relations* sans doute ?), mais, moi, cela ne me concernait pas.

Alors, il se passa une chose extraordinaire. Rien que pour revoir cela, je me laisserais volontiers impliquer dans mille autres bagarres camerounaises. Le chef de la subdivision Thill savait parfaitement qui j'étais ; je ne lui avais jamais parlé certes, soucieux, quand j'étais parmi les miens, de vivre exactement comme eux et donc de me garder de tout contact avec les autorités. Mais cet homme, sur qui la France se reposait de sa mission civilisatrice chez les Bané, n'ignorait pas que j'étais un membre de l'*intelligentsia* camerounaise. Le premier venu eût pu lui dire qu'on ne me connaissait pas ici comme perturbateur ; que, revenant souvent chez les miens, je n'avais jamais eu d'histoire. Mes sympathies pour l'Union des populations du Cameroun et les maquisards ne faisaient pas l'ombre d'un doute, mais n'en était-il pas ainsi pour la plupart de mes compatriotes ?

Or voilà donc mon Thill qui, se tournant vers le marchand de pacotille Stria (ou quelque chose comme ça), me livre sans aucune pudeur à sa discrétion en lui disant : « Qu'est-ce

qu'on fait, monsieur Stria ? » Et le margoulin de répondre : « Je viens d'envoyer un message à notre direction de Douala. Je ne puis prendre de décision avant d'avoir reçu une réponse. » Et c'est sur ces nobles propos que Vendelin et moi fûmes ramenés au gnouf. On a tenté le soir de nous soumettre à un nouvel interrogatoire mais nous avons refusé de répondre aux questions, ou bien nous avons engueulé les policiers. Le lendemain matin, on nous a mis des menottes et on nous a exposés comme des voleurs sur le minuscule hall de la *brigade*. J'avais fait dire aux miens de ne pas venir s'attrouper devant la brigade, craignant qu'ils n'aient des ennuis à cause de moi. Puis nous avons été transférés, toujours menottés, à Yaoundé, où nous avons été libérés après quarante-huit heures de détention.

Dans *Le Roi miraculé* qui m'a valu d'être traité d'anti-Français (appréciation tout à fait littéraire comme on voit) par tels critiques lucides de Paris, j'avais pris soin de dater les événements de 1948, laissant implicitement entendre que dans ce continent où l'évolution était vertigineuse, bien des choses pouvaient maintenant avoir changé. De fait, vu sous l'angle où je me plaçais le plus souvent en séjournant chez moi, vu de Douala ou de Yaoundé, grandes villes où j'adorais me promener comme un vulgaire touriste, le pays peut présenter une façade réconfortante. Mais regardons-y de plus près.

Si dans les grandes villes, certaines réformes sont observées, dans les petites villes et en brousse l'arbitraire règne toujours. Il avait connu un regain de vitalité à partir de 1955 en s'alimentant à de nouvelles sources, providentielles et vivifiantes - du genre : lutte contre les communistes et autres extrémistes, à la faveur de quoi le fruit d'un long effort de libération avait été anéanti. En 1959, il n'avait plus qu'à continuer sur sa lancée. Certains observateurs (les reporters du *Monde*, par exemple) allant un peu vite en besogne, s'étaient attendus à ce que la promesse d'indépendance de de Gaulle apaise les esprits. Il n'en a rien été. Au contraire. Les Européens, d'une part, évoquent la trahison, légitimement surpris qu'on s'empresse d'abandonner un pays au moment où l'on achève l'écrasement de ceux qui parlaient de les en chasser. D'autre part, les Africains (hors ceux qui tirent parti du régime) n'accordent pas grande valeur à une indépendance octroyée : ils redoutent qu'on ne vide le terme de toute sa substance ; ils évoquent alors les panoplies qu'on offre aux enfants à leurs anniversaires ou pour les récompenser : tout y est, mais tout est imitation. Et ils ont raison. Il n'y a qu'à ouvrir un peu les yeux pour s'en rendre compte.

Ma mésaventure, par exemple, aurait aussi bien pu m'arriver il y a dix ans à Mbalmayo ou dans une autre petite ville.

Plus grave encore est la mystification qu'ils appellent ici l'*africanisation des cadres*. Le fait est qu'on observe un dédoublement des autorités - un parallélisme des gens en place, qui sont à la fois et pour les mêmes postes (quels que soient les noms dont on les affuble), Blancs et Noirs. Mais que se passe-t-il en réalité ? C'est le directeur blanc de la Fao, et non le Noir, qui, devant la police, a endossé l'agression dont je fus victime. C'est le gendarme blanc Garrigos qui s'est chargé de la procédure et l'a truquée, réduisant son collègue camerounais au rôle d'exécuteur des basses œuvres. L'influence du maire qui voulait me faire libérer immédiatement a été de peu de poids devant le pouvoir du chef de la subdivision. Et ainsi de suite. Ce phénomène s'observe à tous les étages de l'édifice politique du pays où la colonisation a usurpé le pouvoir qu'elle dit avoir transmis aux indigènes. Si le Premier ministre est un Camerounais, son directeur de cabinet, un certain Godefroy, est un ancien administrateur des colonies qui travaille d'ailleurs en liaison avec ses pairs. Tout un chacun sait à Yaoundé que c'est lui qui élabore les décisions importantes et les adopte en dernier ressort ; que c'est lui qui rédige même le moindre discours du Premier ministre, qu'il a pris entièrement sous son aile protectrice.

Dans tous les ministères d'ailleurs, ce sont les Européens qui détiennent la direction du cabinet - de même que tous les gouverneurs de provinces sont toujours des Européens. Et ce n'est pas la date fatidique du 1^{er} janvier 1960 qui bouleversera tout cela. Il s'agit donc d'un

régime-plastron derrière lequel la colonisation continue de régner. Et ce n'est pas par hasard ni parce qu'ils sont *communistes* qu'on a déclaré la guerre aux intellectuels. C'est parce que cette tentative d'installation d'un régime analphabétocratique, oligarchique ou obscurantiste, imitée d'autres tentatives faites au Moyen-Orient, est aussi fragile qu'un château de cartes et qu'on n'ignore pas qu'elle sera balayée par les jeunes dont les intellectuels sont le fer de lance.

Certaines pratiques condamnent irrémédiablement un régime, telle cette sorte de malthusianisme que j'ai pu observer dans la fonction publique : pour un poste d'instituteur, on préfère recruter un citoyen ayant le certificat d'études plutôt qu'un bachelier, parce que ce dernier coûterait trop cher. Et, au même moment, dans les cabinets ministériels, se prélassent des gens qui ne sont d'aucune utilité pour la nation. Comme un fait exprès, la scolarisation camerounaise est une des meilleures d'Afrique, en raison d'une traditionnelle rivalité de l'enseignement public et de l'enseignement missionnaire dans leur zèle pour assurer leur emprise sur l'*âme* du Noir. De sorte que le Cameroun est peut-être le seul pays d'Afrique noire à pouvoir s'offrir ce luxe exorbitant : des bacheliers battant le pavé !

Par la force des choses, le Cameroun se révèle le banc d'essai d'une expérience-témoin : ce qui s'y passe ne semble pas plaider en faveur de ce qu'on appelle la décolonisation pacifique. Je pense que celle-ci postule inévitablement l'écrasement des mouvements nationalistes avancés (s'agissant du moins de la colonisation française), la mise en quarantaine des intellectuels, l'installation d'un vide dans lequel s'engouffrent les féodaux ou néo-féodaux indigènes et coloniaux dont la collaboration égoïste rejette la masse dans l'opposition. Il ne reste plus alors à la métropole que d'inclure le pays, après l'octroi d'une indépendance protégée, dans un quelconque pacte de Bagdad où je ne sais quel Otase. Et le tour est joué. C'est certainement ce qui va advenir de ce pauvre Cameroun. Il existe une autre solution, moins facile certes, mais susceptible de mieux assurer une réelle amitié entre la colonie française devenue indépendante et la France : laisser un gouvernement populaire, donc très nationaliste, extirper de son sol la colonisation, jusqu'à ses racines qui sont les administrateurs coloniaux, les commerçants et autres petits Blancs de la brousse (qui n'apportent rien au pays) ainsi que certains missionnaires vraiment abusifs. Mais on s'est tellement habitué, à Paris, à ce qu'on appelle « protéger nos compatriotes », que cette extraction radicale de la colonisation, avec accord de la France, est impossible. Ainsi, à un moment ou à un autre, la rupture, même provisoire, est nécessaire. Et les gouvernements autochtones, au lieu de la redouter stupidement, devraient même la rechercher en songeant que la France et Haïti (pour ne citer que cette nation) n'eurent jamais d'aussi amicales relations qu'après le passage de Dessalines au pouvoir ; et aussi qu'une telle rupture durera peu (voir la Guinée).

Mais je n'en avais pas fini avec mes tribulations. Libéré, j'avais regagné mon bled, retrouvé les miens, et nous avons arrosé ça plus qu'abondamment. Quelques jours plus tard, il me vint aux oreilles que le chef de la subdivision était passé plusieurs fois sur la route, à bord d'une « Land Rover » et qu'il désirait me rencontrer. Le chef officiel de mon clan ne tarda d'ailleurs pas à se montrer et il confirma ces rumeurs. Estimant que cet homme faisait preuve d'un toupet excessif en prétendant me rencontrer après tout ce qui s'était passé, je chargeai le chef, qui se trouvait être mon oncle, de cette mission : dire à son supérieur hiérarchique de ne surtout pas tenter de pénétrer chez nous ; que s'il le faisait quand même, je chargerais ma carabine et, le doigt sur la gâchette, attendrais qu'il franchisse le seuil. Il prit tout le village à témoin que j'y allais un peu fort. Mais il dut accomplir la mission puisque je n'ai plus jamais entendu parler de la visite du chef de la subdivision.

Mais ça commençait à sentir drôlement mauvais pour ma petite personne et, d'autre part, je ne tenais pas outre mesure à signaler mon village à l'attention amicale des autorités. J'avais donc hâte de quitter cette contrée maudite. Seulement, il me fallait un visa de sortie. La Sûreté s'amusa des semaines entières à me faire courir à travers Yaoundé. Une affaire *me concernant*

était en instance au parquet, n'est-ce pas ? La décision, quant à mon visa, relevait de la compétence du seul procureur, consulté, le procureur se récriait : la Sûreté n'avait pas à connaître de cette histoire ! Au fait, comment lui était-elle parvenue ? Question splendide ! Le plus amusant avec de tels régimes, c'est que les policiers sont contraints, je me demande pourquoi, de jouer aux gens fins. Il s'ensuit un spectacle à la vue duquel, d'une façon tout à fait singulière, on se surprend à rêver de suicide. À un moment donné, mon avocat se mit à en avoir assez de la comédie. Sans lui, je m'ébattrais encore quelque part là-bas. À titre d'information pure, le procureur et le chef de la Sûreté sont tous deux des Français. Mon avocat aussi d'ailleurs. Comme quoi cela ne prouve rien ; c'est d'ailleurs ce que j'ai toujours pensé.

À la recherche des Peuhls

Enfin muni de mon visa, j'entreprends un long périple qui me mènera d'abord au Nord-Cameroun, pays qu'on me dit singulier : à la fois fabuleux et pouilleux, flamboyant et désolé.

Je reste collé au hublot et mes yeux fouillent ce paysage à la nudité un peu obscène, tantôt tourmenté, tantôt plat à perte de vue, brûlant, cuisant perpétuellement sous un soleil terrible. Le ciel, pur de nuages, est prodigieusement lumineux. Mais pourquoi le D.C.4 est-il ainsi secoué au risque de se disloquer ? Qu'est-ce que cet orage aussi interminable qu'invincible ? Les escales ont des noms qui chantent : Ngaoundéré, Garoua... Nous survolons une terre couturée de cicatrices noirâtres et de croûtes fauves, des villages aux habitations agglutinées, frileusement serrées les unes contres les autres, et des rivières et des fleuves desséchés. Le relief apparaît à la fois capricieux et entêté, émaillant, sporadiquement et sans dessein apparent, une plaine qui n'en finit pas.

C'est à Maroua que je m'arrêtai ; Maroua qu'on m'a dit être la capitale des Peuhls, les conquérants musulmans, les féodaux sortis tout droit des *Mille et une nuits*, les maîtres intraitables d'une multitude d'esclaves, les cavaliers aux escortes et aux griots sans nombre, les seigneurs du Nord. Maroua qui est le pays de M. Ahmadou Ahidjo, le Premier ministre du gouvernement de l'État sous tutelle du Cameroun, l'heureux adversaire (après avoir été son bras droit - comme le temps passe !) de M. André-Marie Mbida.

À l'aéroport, outre de nombreux Européens, je rencontre surtout des employés originaires du Sud, avec qui je m'entretiens longuement. Bien entendu, ils me parlent des Peuhls - qu'on appelle chez nous les Foulbés, comme en Guinée les Foulas. On m'en montre des spécimens, manœuvres à l'aéroport. Ils me paraissent grands, longiformes, plutôt faméliques et dépenaillés. Ils ont des traits fins et parlent une langue chantante appelée le farfourdé, si j'ai bonne mémoire.

Je parviendrai à la ville même, éloignée de plus de vingt kilomètres, par une camionnette de l'agence Air France dont le conducteur, un jeune européen, se montrera très curieux, alléché certainement par mon accoutrement un peu parisien. Répondant à une de ses nombreuses questions et peu soucieux d'éveiller sa méfiance, je lui dis sereinement que je suis un universitaire et que je viens ici avec une bourse de voyage pour faire de l'ethnographie. Longtemps, il me prend pour un Antillais. Je sens qu'il va dire une sottise grosse comme lui qui lui ferait honte par la suite - ce dont il pourrait chercher à tirer vengeance : avec les Français de la colonie, on ne sait jamais. Alors, je me résigne à lui révéler que je suis Camerounais, mais originaire du Sud : mon aveu le laisse longtemps perplexe. Il avait dû s'attendre à tout sauf à rencontrer des Camerounais universitaires. Le moyen de ne pas généraliser, quand on s'est habitué aux analphabètes du Nord ? Il se reprend vite cependant et se met à me faire des recommandations instantes : « Dites bien à vos compatriotes que l'indépendance ne signifiera rien s'ils continuent à ne pas vouloir travailler. Dites-leur ce que vous avez vu en Europe ; car vous y avez vu des gens qui travaillent, n'est-

ce pas ? Dites, vous avez vu comme ils travaillent chez nous ? C'est cela une nation moderne, le travail... »

Bon, il confond l'ethnographie et la prédication. Qu'importe, puisqu'il est touchant ! Nous arrivons en ville à la nuit tombante.

C'est dans un état de demi-prostration que je trouve le parent à qui j'avais demandé de m'héberger. Je parviens à comprendre, au travers de longues explications aussi confuses que réticentes, que je vais irrémédiablement compromettre cet honnête fonctionnaire, à ce jour constamment bien noté. Ici, *ils* sont déjà informés de mon arrivée, ayant eu connaissance du télégramme par lequel je me suis annoncé. C'est qu'*ils* ont reçu un long rapport me concernant ; alors, *ils* lui ont posé des questions. *Ils* savent que je suis un agitateur opérant pour le compte du cairote Félix Moumié, etc.

Ils, ce sont les agents de la sûreté, c'est-à-dire l'administration coloniale, plus quelques policiers noirs particulièrement fureteurs. Dans ce pays, la sûreté est encore plus redoutable et plus efficace que dans le Sud. Que faire ? Il n'existe pas d'hôtel ici, où je me sens aussi étranger qu'au beau milieu du Groenland. Finalement, on se résigne à m'héberger. Advienne que pourra ! Le sang, n'est-ce pas, ce sacré sang...

Le lendemain est dimanche. Je profite de ce que chacun se trouve chez soi pour faire le tour des citoyens susceptibles de me livrer la clé du mystère de ce pays ; car, il y en a un, de mystère. Mais j'ai tôt fait de m'apercevoir que mes rapports avec la population locale se limiteront aux compatriotes originaires, comme moi, du Sud. Car un *vrai* Foulbé ne vous reçoit pas *vraiment* chez lui. Et même lorsque cette éventualité se produit, toujours au bénéfice des gens ayant vécu longtemps dans le pays, le *vrai* Foulbé ne se livre pas, parlant en général très peu devant un étranger et toujours pour formuler de décourageantes banalités sous forme de courtoisies sucrées. De toutes façons, vous ne verrez pas ses femmes.

Tous mes interlocuteurs me répèteront le même refrain : « Les Foulbés ne *nous* aiment pas, *nous autres* du Sud. Ils *nous* détestent. Pourquoi ? À vrai dire, on n'en sait rien. Il est possible et même vrai, sinon manifeste, que les Européens les montent contre nous. De plus, ils disent que nous nous servons de notre instruction pour venir les coloniser. Mais s'ils ne veulent pas aller à l'école, si les établissements scolaires qu'on édifie ici avec *notre* argent (remarquez qu'ils ne paient pas d'impôt) restent désespérément vides, est-ce notre faute ? Il va de soi que si cela ne dépendait que de *nous*, eh bien ! nous regagnerions le Sud tout de suite parce que, si tu veux que je te dise, leur bled ne vaut rien. Avec tous leurs lamidos (c'est ainsi qu'ils appellent leurs chefs) si puissants, disposant de bandes de pilleurs et de coupe-jarrets, ma foi ! on étouffe. Pas la moindre liberté. Si tu veux construire une maison en dur, il te faut l'autorisation, moyennant redevance, du lamido qui, seul, a le droit d'avoir une maison en dur. Est-ce que tu te rends compte ?... Tu vois ce quartier, là, devant toi ? Ou plutôt ce mur qui ceinture le quartier ? Eh bien ! ne t'avise jamais de le franchir ; c'est un poignard qui te recevrait ; peu importe que tu sois policier ou percepteur. Parce qu'en plus, ils ne savent même pas se battre. Pour un oui, pour un non, ils sortent un vilain poignard toujours affûté. Personne d'entre nous ne peut se vanter d'avoir un ami parmi eux. Ajoutes-y que la colonisation les protège sans limite. Non, je te dis, ça n'est pas un pays pour nous autres. Quand je pense que ce sont tout de même des Camerounais ! »

Ici, un long soupir qui en dit plus que tout le discours.

Le fait est que la situation de tous ces très jeunes gens est intenable. Ici, ils travaillent théoriquement dans *leur* pays, puisque c'est le Cameroun jusqu'à nouvel ordre. (À ce propos, je signale que j'ai entendu les jeunes gens suggérer de *laisser tomber* le Nord, arguant que le Cameroun le plus viable sera celui formé par le Sud-Cameroun français et le Sud-Cameroun britannique !) Mais ils rencontrent partout une profonde hostilité.

La sociologie du Nord est d'ailleurs significative. Trois groupes humains s'y côtoient, pratiquement sans se voir, comme des fantômes. Il y a les Européens qui, en dehors des

contacts professionnels, ignorent en général les Africains et vivent, ainsi que me le confiait l'un d'eux, comme à Perpignan ou à Château-Gontier. Il y a des Camerounais originaires du Sud qui, souffrant d'un double ostracisme, vivent eux aussi entre eux. Il y a enfin les autochtones qui supportent les Européens et tolèrent leurs compatriotes du Sud. Un vrai paradis sur terre en somme !

En ce qui concerne les autochtones eux-mêmes, c'est toute une histoire qui mérite d'être exposée, d'autant qu'on l'ignore généralement, ce qui permet une immense escroquerie politique. En effet, le *parti* politique qui, avec la bénédiction de la colonisation, détient la majorité à l'Assemblée législative du Cameroun et gouverne ce pays, se compose de musulmans du Nord, c'est-à-dire des féodaux indigènes et de leurs agents, tous Foulbés, naturellement. Qui sont les Foulbés ? Des conquérants à la peau claire (qu'on rattache généralement à la branche sémitique) dont l'installation ici remonte, paraît-il, à sept ou huit siècles, mais dont il reste en réalité peu de chose. Comment ?

Les Foulbés n'ont pas trouvé ce pays vide (autrement, ils ne seraient pas des conquérants), mais occupé par des populations typiquement africaines devant lesquelles leur comportement semble avoir été mitigé : les Noirs qui acceptaient leur joug et leur religion, ils les utilisaient comme serfs sur leurs terres ou comme mercenaires dans leurs armées ; ils les assimilaient en somme, ne répugnant pas à épouser leurs filles. Mais les Noirs indomptables, ils les refoulaient sur les montagnes où ces tribus ont créé une admirable civilisation agricole, et d'où elles redescendent maintenant pour s'embaucher épisodiquement soit comme gens de maison, soit comme fermiers chez les Foulbés.

Les conséquences de cette situation étaient prévisibles. 1) Habités à se faire servir par d'autres, les Foulbés sont devenus inaptes au travail, et leur contribution directe à la production nationale est nulle. Il paraît que ces gens partagent leur temps entre les excès de lit et les excès de table. Car ils n'ont gardé de la loi de l'Islam que ce qui leur convenait. 2) Les Foulbés sont affligés d'une régression démographique vertigineuse, due à la détérioration des mœurs et à la décadence de la notion de famille. On m'a parlé de femmes foulbées qui se mariaient jusqu'à trois fois dans la même année, sans que leur famille en parût le moins du monde émue. Il s'agit d'un mariage selon leurs coutumes, et qui n'a rien à voir avec l'état civil colonial qu'ils ignorent superbement, de même qu'ils méprisent toutes les structures administratives coloniales, quitte à les utiliser politiquement. 3) Bien que la colonisation ait provoqué un grand nombre de maladies, ces gens s'obstinent à se dérober aux soins médicaux. Les maladies vénériennes, semble-t-il, font des ravages terribles. Leur conséquence la plus sensible, à savoir la stérilité des femmes, a influé sur les mœurs à telle enseigne que les couples se soumettent d'abord à un essai, pour s'assurer qu'ils auront des enfants, avant de se marier définitivement.

Mais à côté des Foulbés, les conquis d'hier qu'ils appellent toujours les *Kirdis* (païens, parce que la plupart d'entre eux ne sont pas convertis à l'Islam), connaissent une grande prospérité démographique et même économique. Ils ne se multiplient pas seulement ; travaillant, ils amassent les biens, se libèrent, deviennent commerçants, se convertissent au christianisme, vont, eux, à l'école, envahissent les villes du Nord. Il est vrai que pour lutter contre cette ascension, les féodaux les écrasent de taxes multiples - ce qui fait des mécontents.

Aussi ai-je eu autant de difficulté à découvrir un *vrai* Foulbé dans la capitale foulbée qu'une aiguille dans une botte de foin. Oui, la notion de *vrai* Foulbé est très importante là-bas. À côté des autochtones non assimilés, il existe, comme je l'ai dit plus haut, des autochtones assimilés, parlant le farfourdé (d'ailleurs d'un emploi courant), pratiquant l'Islam, entourés de griots quand ils sont riches, en somme imitant les Foulbés à s'y tromper. Toujours est-il que la féodalité foulbée opprime de plus en plus ces populations éclatant de vitalité et de dynamisme. Sans l'appui de la colonisation, cette société aurait déjà connu des bouleversements définitifs. C'est la colonisation qui aide la féodalité à préfabriquer les

élections, dont le résultat est toujours bien connu avant le scrutin, pour la très simple raison que les candidatures sont uniques. En conséquence, les députés siégeant à l'Assemblée nationale à Yaoundé au nom du Nord ne représentent qu'une infime partie de la population de ces provinces.

La féodalité est cependant consciente - confusément, certes - de la précarité de sa condition, des menaces qui la cernent. D'où sa haine pour tout ce qui est de nature à accélérer l'émancipation. Singulièrement, la peur de l'homme de Sud, *communiste*, perturbateur, anarchiste, contempteur des hiérarchies, est positivement morbide. C'est très volontiers qu'on se passerait de lui ; encore faudrait-il pouvoir le remplacer par des cadres locaux, éventualité qui postule une massive scolarisation, autant dire l'amorce d'un engrenage abhorré. La quadrature du cercle pour tout dire !...

Cette société moribonde, qui ne survit qu'avec l'aide de la colonisation constamment à son chevet, qui s'écroulera au premier coup de vent comme un édifice vermoulu, ne laisse pourtant pas de donner, parfois, une impression de vitalité. Un jour du marché, j'ai vu des escortes de cavaliers parader dans les rues et sur les places, très beaux dans leurs armures. J'ai vu des seigneurs somptueux caracolier, entourés de vassaux aux vêtements multicolores, aux montures richement caparaçonnées, suivis d'innombrables griots chantant leurs louanges. Tout cela avait fière allure, mais c'était un autre monde : on eût dit le Moyen-Âge parodié avec insolence. N'y manquait pas même le peuple des serfs loqueteux, craintifs, suppliants, qu'on voyait quitter précipitamment la voie pour laisser passer les maîtres.

J'étais l'hôte de ce pays depuis quelques jours quand on vint me chercher de la part du chef de la région (gouverneur de la province). C'est avec hâte que je me rendis à son bureau, ayant déjà été prévenu qu'ici on n'avait aucun intérêt à faire le malin en prenant ces messieurs de haut, comme c'est possible dans le Sud.

Celui-ci, d'ailleurs, appartenait à la catégorie exceptionnelle : il avait une culture impressionnante dont il ne lui déplaisait pas de faire étalage, discrètement il est vrai, avec un goût exquis, ainsi qu'il sied à un parfait honnête homme. Il se montra amical et même avenant. Il adorait la fine plaisanterie et, tout au long de notre entretien, il s'amusa sans vulgarité ni hypocrisie. On en rencontre, comme celui-ci, qui honore leur pays, et avec qui on peut parler d'homme à homme - au rebours de tant d'autres qui semblent constamment retranchés derrière leurs baïonnettes et vous dire : « Après tout, si tu n'es pas content, va te faire f... »

Maintenant, je dois ajouter que si cet homme m'a séduit, c'est peut-être, en définitive, parce qu'il connaissait mes livres et qu'il en discutait avec une franchise rare en Afrique.

Il dit, par exemple, qu'il ne s'attendait pas que je sois de son avis, sur certaines choses, et qu'il me demandait simplement la réciprocité. On me souffla ensuite qu'il avait pris une part active à la répression de l'Union, lorsqu'il était en service dans le Sud. Je ne lui en gardai pas moins mon estime : je n'oubliais pas, en effet, qu'au lieu de m'expulser purement et simplement, ainsi que les rapports de la Sûreté lui en donnaient le droit, cet administrateur colonial m'avait proposé son aide - que je n'avais pas acceptée, bien sûr, surtout parce que mon travail d'ethnographie était un peu fictif.

C'est donc sur une très bonne impression que je quittai le Nord-Cameroun, après m'être attendu au pire. C'est cette succession d'émotions contrastées qui passionne (et fatigue !) le voyageur libre que j'étais et que je serai toujours, du moins en Afrique. Le journaliste traditionnel, surtout européen (j'en ai vu un spécimen à Maroua, précisément) arrive dans une ville d'Afrique, exhibe sa carte qui porte le nom d'une feuille connue ; aussitôt, tout autour de lui, les autorités font assaut de courtoisie et d'amabilité. C'est à qui l'hébergera, le recevra à dîner, lui fera comprendre les Noirs, l'amènera faire le tour des localités intéressantes, lui présentera un échantillonnage de l'humanité locale, etc. Si cet homme, plein de bonne volonté, réussit l'exploit de rencontrer des Noirs en dehors de la zone où on l'a promené, il est

vraisemblable que ce ne seront que des Noirs prudents, qui ne se livreront pas. De toutes façons, il n'ira jamais dans les bas-fonds. Or, l'Afrique actuelle, c'est surtout les bas-fonds des villes...

Dans ce Cameroun où l'expression « libre circulation des personnes » n'est encore qu'un agencement ingénieux de termes antithétiques, s'informer n'est pas de tout repos, à moins d'adopter les solutions de facilité. Je pouvais me féliciter : sans recommandation, sans carte, sans sauf-conduit, j'étais allé un peu partout et même en prison, et j'en étais revenu à peu près indemne. La chance ne me sourira peut-être pas autant la prochaine fois.

MONGO BETI

Preuves, Paris, n°104, 1959, pp.30-39.

Bibliographie

La traduction anglaise du roman de Mongo Beti : *Mission Terminée*, Buchet-Chastel 1957, sous le titre *Mission to Kala*, dont la première publication avait été faite par Heinemann Educational Books en 1964, a été rééditée en 2008 par Mallory Publishing (UK), coll. Classic African Writing.

Fiche de cotisation 2009

Nom :

Prénom :

Profession :

Adresse :

Tél. :

E-mail :

Montant de la cotisation : 10 000 F

Don :

Total :

Ou 20 dollars ou euros

Mode de règlement : espèces chèque bancaire, postal

Date :

Signature de l'adhérent :

Correspondants : Europe : O. Biyidi, 23, rue Daliphard, F – 76000 Rouen

e-mail : odile.biyidi-awala@cegetel.net

Amérique : A. Kom, Holycross, One College st, Worcester MA 01610, 2395 USA

e-mail : akom@holycross.edu

L'envoi du bulletin est fait à tous les adhérents, par mail ou par poste. Ceux qui désirent recevoir les bulletins précédents peuvent en faire la demande.

Nous disposons, à la librairie Des Peuples Noirs, BP 12405, à Yaoundé et aux Editions des Peuples Noirs, 82, avenue de la Porte des Champs, 76000 Rouen, France, de collections de la revue *Peuples Noirs peuples Africains*. Prix, 50 000 FCFA à la librairie, 150€ port compris aux éditions.